

LES MÉDIAS COMMUNIQUENT MAL

CRISE La presse qui suscite une grande défiance du public a une part de responsabilité dans l'avènement de l'ère de la postvérité.

Soumis à des conditions de production de plus en plus précaires, le journalisme est jugé sur la pente descendante. À tel point que la presse traditionnelle a parfois relayé de fausses informations, trébuchant dans la course qu'elle mène au milieu d'une concurrence acharnée. Par ailleurs, elle est régulièrement accusée de se montrer politiquement correcte, bien-pensante, déconnectée, dans la surenchère sensationnaliste et incapable de voir émerger les phénomènes, avant que ceux-ci ne surviennent. D'où ces questions: les médias ont-ils participé à l'avènement de l'ère postvérité? Ont-ils contribué au brouillage des frontières entre faits et fantasmes? Ont-ils créé la défiance ambiante à l'égard de la parole des experts?

Moins pour travailler plus

Jean-Marie Charon, sociologue des médias et ingénieur d'études au CNRS, observe deux phénomènes qui se conjuguent. Le premier: la fragilisation de la presse, surtout dans la dernière décennie, qui agit sur sa crédibilité. Cet affaiblissement résulte de l'accélération de l'information qui a «amené les journaux, même les plus référents, dans un rythme qui n'était pas le leur et a conduit à des erreurs».

Cette précarisation est également provoquée par la baisse des revenus publicitaires, allant parfois avec une diminution des revenus issus des lecteurs. «Cette situation a poussé un grand nombre de journaux à réduire les effectifs dans les rédactions. Pendant la décennie 2000 par exemple, un tiers des journalistes ont disparu aux États-Unis. Et ce, alors que l'on développe davantage de supports.

D'où un travail plus rapide ou sur des durées plus longues.» Dans ce contexte, les journalistes polyvalents sont également préférés aux spécialisés. Or ceux-ci ont une expertise moindre et un carnet d'adresses plus mince dans un domaine donné.

Un nivellement des sources

Cette vulnérabilisation intervient en outre au mauvais moment, aux yeux de Jean-Marie Charon. Et c'est là, le deuxième élément qui favorise l'émergence de la postvérité: l'évolution du contexte. «Le niveau d'éducation a beaucoup progressé. Le différentiel entre celui du public et des médias a considérablement diminué. Les lecteurs sont donc capables d'évaluer le degré d'expertise d'un journal. De plus, ils ne sont plus fidèles à un titre. Avec Internet, les moyens de circuler dans l'information se sont en effet renouvelés.» D'ailleurs, pour les plus jeunes et les plus éduqués, ce sont les moteurs de recherche et les réseaux sociaux qui constituent les

férentes sources d'information. «La fonction traditionnelle de la presse – tri, vérification, hiérarchisation – est concurrencée par d'autres acteurs», avance Jean-Marie Charon.

Dominique Cardon, sociologue et professeur à Sciences Po/Médiablab, relativise: «Il y a davantage de vérifications et d'exactitude dans l'information médiatique qu'auparavant. C'est une évolution liée à la désidéologisation de la presse et de la professionnalisation des pratiques. Il est donc absurde à cet égard de parler de postvérité.» Cependant, si les médias ont une part de responsabilité selon le chercheur, elle est à chercher du côté de l'écho donné par les journalistes à des propos sur le Web qui n'auraient eu que peu d'audience sinon. «Cela a créé des espaces de circulation et de vi-

ralité extrêmement forts. Les médias ont été pris au piège. Il existe toute une série d'entreprises de production de fausses informations en périphérie qui sont relayées par des hommes politiques, par exemple, qui servent à blanchir ces informations, en les relayant. Il devient alors légitime pour la presse de s'emparer du sujet et de le faire entrer dans le débat public.» Résultat:



Même si elle a des circonstances atténuantes, la presse ne joue pas toujours son rôle en matière de vérification de l'information.

1,15

« Quand les médias commettent une erreur, ils s'excusent rarement et n'en dévoilent pas les raisons »

Jean-Marie Charon, sociologue des médias et ingénieur d'études au CNRS



les thèmes en question occupent l'agenda. Ne serait-ce qu'avec des interrogations sur la nécessité d'en parler ou non.

Autre erreur des médias soulignée par Jean-Marie Charon: ne pas s'être montrés suffisamment vigi-

lants face à la crise de confiance qui se faisait jour. «Ils n'ont pas pris la peine d'expliquer leurs règles, leurs difficultés. Quand ils commettent une erreur, ils s'excusent rarement et n'en dévoilent pas les raisons», regrette-t-il. Pour lui, un change-

ment d'attitude à ce niveau-là, en mettant l'accent sur la pédagogie, est nécessaire pour rétablir la sérénité. Aujourd'hui, il considère que le travail des rédactions doit se concentrer plus que jamais sur la fonction de vérification et de validation

dans un monde où énormément d'informations circulent rapidement. «Les médias seront en revanche de moins en moins les premiers à porter un fait à la connaissance du public.» Pour lui, le projet du Décodex lancé par *Le Monde* le 1er février dans le but de lutter contre la diffusion de fausses informations est un bon exemple. Mais dans ce contexte, marqué par des médias qui ne semblent parler qu'aux vaincus, est-il encore possible pour eux de dénoncer le mensonge? «Qu'ils renoncent à effectuer ce travail d'objectivation serait excessivement dangereux», répond Olivier Ertzscheid, enseignant-chercheur au Département information et communication de l'Université de Nantes. Cela signifierait que les contre-vérités, déjà survalorisées sur les réseaux sociaux, finiraient par être les seules dont on garde la trace. L'enjeu, c'est donc que le démenti soit acté dans le paysage et que n'importe qui puisse avoir accès à l'information. Il faut que les journalistes le fassent pour l'histoire», insiste-t-il. ● CLÉA FAVRE

clea.favre@lematin.ch

DEMAIN

La politique quand les faits ne comptent plus

WEB

L'effet loupe des réseaux sociaux

DIFFUSION Olivier Ertzscheid, enseignant-chercheur au Département information et communication de l'Université de Nantes, remarque que l'outil numérique donne la prime aux discours jugés à l'aune de leur viralité. Ce sont donc les contenus cliquants, radicaux, complotistes qui vont être surexposés. Ce qui provoque un effet de distorsion: «Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les contre-vérités ne constituent pas la majorité du volume des contenus. Néanmoins, on les voit davantage.» ●